



HAL
open science

Une histoire de “ conquête ” en Turquie : De l’espoir de la démocratie à la dérive autoritaire

Cem Özatalay

► **To cite this version:**

Cem Özatalay. Une histoire de “ conquête ” en Turquie : De l’espoir de la démocratie à la dérive autoritaire. Mouvements : des idées et des luttes, 2017, + Turquie pp.Essai & Débat. halshs-01547072

HAL Id: halshs-01547072

<https://shs.hal.science/halshs-01547072>

Submitted on 27 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une histoire de « conquête » en Turquie: De l'espoir de la démocratie à la dérive autoritaire

Par Cem Özatalay

Mouvements des idées et des luttes – Essai & Débat

URL: <http://mouvements.info/une-histoire-de-conquete-en-turquie-de-lespoir-de-la-democratie-a-la-derive-autoritaire/>, Paru, le 25 juin 2017

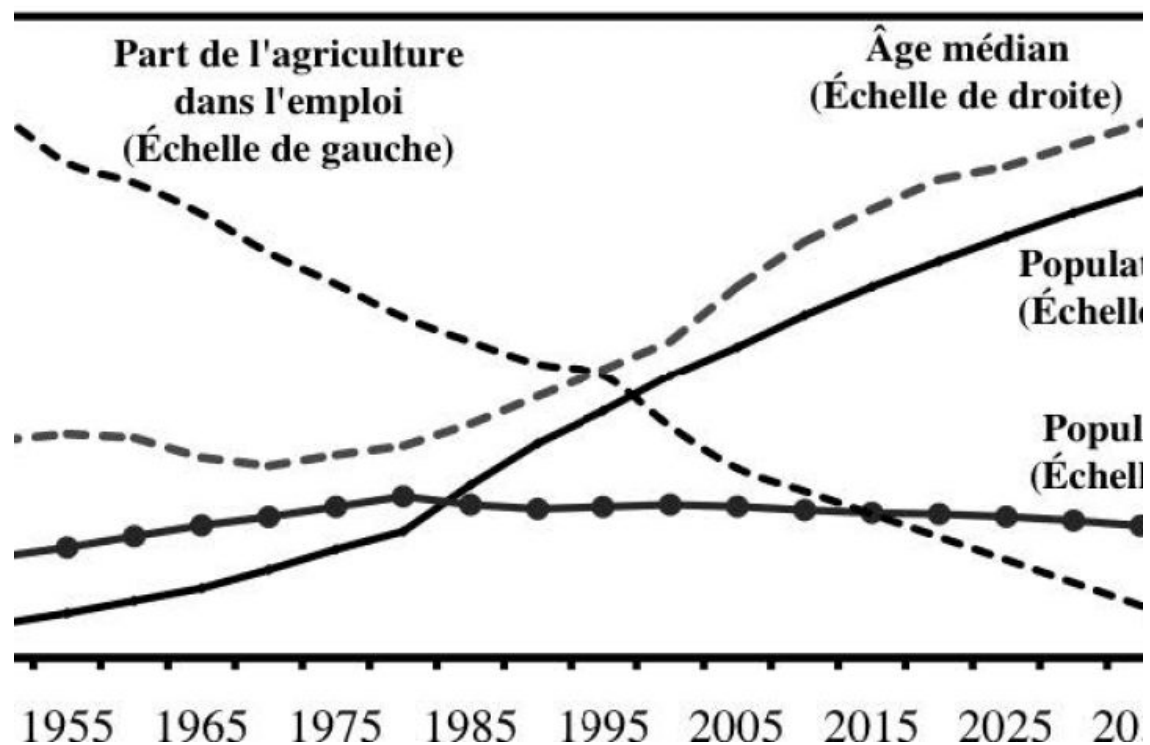


Image: Deniz Akagül, Dynamiques migratoires en Turquie : bref aperçu éclectique <http://anatoli.revues.org/435>

La venue au pouvoir de l'AKP s'est appuyée sur la contestation des monopoles économiques d'Etat et de la bureaucratie en charge de ces monopoles. L'AKP s'est ainsi fait la voix des populations marginalisées

par cette organisation économique-sociale, initiant un bouleversement de la structure sociale turque.

L'accession de l'AKP au pouvoir en Turquie en 2002 a engendré de grands espoirs dans divers segments de la société quant au développement de la démocratie. L'AKP était alors considéré par des intellectuels libéraux – de gauche comme de droite – comme représentant les forces périphériques qui constituaient la majorité du pays, mais qui avaient été dominées par la bureaucratie civile et militaire de la République, héritée de l'Empire ottoman. Cette lecture s'inspire de la dualité conceptuelle centre/périphérie formulée, il y a quatre décennies, par Şerif Mardin¹. Poursuivant le raisonnement d'İdris Küçükömer, auteur de la thèse « en Turquie, la gauche, c'est la droite et la droite, c'est la gauche »², certains ont même interprété la victoire électorale de l'AKP comme une expression de « gauche » des classes populaires.

L'AKP a fait se lever un dernier vent d'espoir en 2010 lors du référendum constitutionnel, autour de la campagne « Pas assez mais oui ! ». Mais depuis ce référendum, qui s'était conclu par la victoire écrasante des défenseurs de la réforme constitutionnelle, initié par l'AKP – en collaboration implicite avec le mouvement Gülen³ –, les attentes suscitées par ce parti politique et son leader auprès des libéraux se sont progressivement éteints. Aujourd'hui, presque personne ne voit plus en l'AKP le « porteur de la démocratie ». Au contraire, le consensus qui règne parmi les cercles intellectuels est que l'AKP et son leader Tayyip Erdoğan conduisent le pays vers un régime politique autoritaire.

Mais ce processus ne réfute-t-il pas l'idée selon laquelle la tension centre/périphérie, ou bureaucratie étatique/société civile, serait à l'origine de la question démocratique en Turquie ? Pourquoi et comment Erdoğan, qui voyait « la bureaucratie oligarchique » comme la source de tous les maux⁴, a-t-il été progressivement gagné par l'autoritarisme ?

Cet article a pour but de montrer que les réponses à ces questions sont étroitement liées à certaines caractéristiques de la structure sociale de la Turquie. Pour cela, il aborde dans un premier temps les débats en sciences sociales autour des spécificités de la structure sociale du pays, et dans un second temps les dynamiques de classe qui sous-tendent la venue au pouvoir de l'AKP.

La fluidité : caractéristique fondatrice de la structure sociale de la Turquie

Jusqu'à dans les années 1980, l'inefficacité des organisations de classe dans la vie politique en Turquie, la faiblesse de la bourgeoisie, une classe ouvrière infime et les effets sociaux et politiques de cette structure sociale ont constitué les thèmes principaux des études en sciences sociales. La dissemblance des structures sociales entre les pays occidentaux et la Turquie fut le point de départ de ces recherches menées en sciences sociales à diverses périodes historiques.

Avant les années 1960, ces dissemblances avaient été interprétées, essentiellement par des sociologues, selon deux perspectives : d'une part, l'interprétation des sociologues majoritairement en poste à l'Université d'Ankara, formés sous l'influence de

l'institutionnalisme états-uniens; de l'autre, celle de l'Université d'Istanbul poursuivant un programme de recherche dérivé de l'historicisme allemand.

La première interprétation adoptée par les auteurs tels que Behice Boran, Niyazi Berkes et par la suite Mübeccel Kıray, tous boursiers d'Etat ayant fait leur doctorat aux États-Unis, consiste à mettre l'accent sur le retard de la Turquie en termes de développement socio-économique par rapport aux pays occidentaux, et sur les questions d'adaptation des valeurs traditionnelles du pays à l'évolution du capitalisme moderne. A cette période, les quatre cinquièmes de la population active étaient employés dans des zones rurales⁵. La classe ouvrière en germe de l'Empire ottoman, composée majoritairement de non-musulmans, Grecs et Arméniens en majorité, avait été en grande partie éliminée à la suite des massacres ethniques pendant les années de guerre (1914-1922), puis de l'échange de population entre la Grèce et la Turquie (1923).

En se basant sur les résultats d'une enquête de terrain menée en 1941-1942 dans les villages de Manisa, ville située à l'ouest du pays, Behice Boran a montré que des facteurs tels que le capital social, l'appartenance ethnique, l'âge et le genre ont autant d'importance que la possession foncière dans la formation de la stratification sociale en Turquie rurale⁶. Quant à la stratification sociale urbaine de cette époque, Mübeccel Kıray en a révélé certaines caractéristiques, dans sa première recherche de doctorat dirigée par Behice Boran et soutenue en 1946. Mübeccel Kıray, dans cette recherche axée sur le rapport entre les normes de la consommation et la stratification sociale à Ankara, a constaté d'une part, l'existence de la « consommation ostentatoire » comme outil de

distinction sociale surtout parmi les membres des classes moyennes, et d'autre part, celle d'un fort désir d'ascension sociale⁷. Autrement dit, à cette époque, le mode de vie de type occidental était adopté par des classes moyennes urbaines comme signe de distinction sociale, et dans les zones rurales, une hiérarchie sociale se mettait en place sous la domination de ceux qui, à partir de leur identité de genre (les hommes) et d'ethnicité (turque et sunnite), forment des « ponts » avec des villes développées, ainsi que de ceux qui possèdent des terres.

En partant des analyses de ces auteurs, étant donné que la structure sociale héritée de l'Empire ottoman n'était pas aussi fermée que celle des sociétés d'ordre occidental et que la propriété privée n'existait pas jusqu'au déclin de l'empire, il est possible d'avancer l'idée que, plus la mobilité sociale paraît possible en Turquie moderne, plus les « luttes de classements »⁸ pour se positionner dans une classe supérieure sur les plans culturels et symboliques l'emportent sur « la lutte de classes ».

À la différence de la première interprétation mentionnée ci-dessus qui explique les tensions sociales de l'époque par le caractère tardif de la transition du féodalisme au capitalisme, Amiran Kurtkan, sociologue à l'Université d'Istanbul, analyse la structure sociale de la Turquie des années 1950 dans une perspective ayant pour but de distinguer sa spécificité historique. Dans un article intitulé « Les classes sociales en Turquie »⁹, elle part de l'idée qu'une classe sociale ne peut exister que si un groupe social, possédant un pouvoir d'achat économique peu ou prou équivalent, poursuit simultanément un mode de vie similaire et partage les mêmes valeurs culturelles, ainsi qu'une conscience collective. Après avoir examiné les membres

de différents groupes sociaux, elle en conclut qu'en Turquie, ceux qui ont des capacités économiques équivalentes ne poursuivent pas des styles de vie similaires et ceux qui partagent les mêmes valeurs culturelles et morales ne disposent pas de revenus équivalents. Fervente défenseuse d'un capitalisme « d'en bas » au détriment d'un capitalisme bureaucratique, Amiran Kurtkan a qualifié cette situation de « société sans classes ». Autrement dit, attestant elle aussi de l'existence d'une forte mobilité dans la société turque, Kurtkan accentue les contradictions qui découlent des différents styles de vie et des cultures qui traversent verticalement les diverses couches de la société.

Si l'on pense dans leur ensemble ces interprétations proposées par les auteurs des différentes écoles, on peut conclure à ce stade que dans cette société en transition, qui ne présente pas de structure sociale rigide et fermée, des conflits culturels ont émergé à la faveur de « luttes de classement » visant à la distinction sociale .

Corporatisme inégalitaire et structure sociale duale

La période qui débute avec le coup d'État militaire de 1960 se distingue de la décennie précédente par plusieurs aspects : le premier exode rural du pays des années 1950 a amorcé un changement dans la composition de la population en faveur de la population urbaine. Le principe d'un État social fut inscrit pour la première fois dans la constitution de 1961 et les salarié·e·s urbain·e·s furent couvert·e·s par la protection sociale. Le régime d'accumulation du capital basé sur une stratégie de substitution aux importations a imposé ses propres institutions dirigistes. Engendrant un corporatisme sociétal de type inégalitaire et limité propre aux pays du

Sud¹⁰, le bloc au pouvoir de l'après coup d'États'est reposé, comme Taha Parla le souligne, sur les intérêts des forces armées, de la haute bureaucratie civile et des conglomérats industriels¹¹. Par conséquent, à cette époque, trois contradictions ont émergé: (1) entre le grand capital industriel, en plein essor, et les PME, dans l'embaras ; (2) entre la population urbaine mais minoritaire, protégée par l'État-social « limité », et celle qui en était exclue, largement majoritaire et rurale ; (3) entre la bureaucratie étatique et la société civile.

A la différence des représentations de la structure sociale des années 1950, celles de la période post-putsch ont accordé une grande importance aux effets de la structure sociale sur la configuration politique du pays. Deux perspectives se distinguent à cet égard : la première perspective suppose qu'il existe une certaine continuité entre la structure sociale – et par conséquent la configuration politique – de l'Empire ottoman et celle de la Turquie moderne, et la seconde met l'accent sur le fait que la structure sociale de la Turquie évolue vers des rapports de pouvoir capitaliste, mais de manière tardive en comparaison avec l'Occident.

Les tenants de la première position appartenaient à deux courants de pensée : les auteurs wébériens, dont les précurseurs étaient Sabri Ülgener et Şerif Mardin, et les auteurs marxistes, tels que İdris Küçükömer et Sencer Divitçioğlu. Malgré la différence de leurs méthodologies, ils étaient d'accord sur le constat que la structure sociale de l'Empire ottoman n'avait pas permis au capitalisme de se développer par en bas comme ce fut le cas en Occident. Même s'il existe des différences importantes de perspective entre la ligne wébérienne d'Ülgener/Mardin et celle marxienne de

Küçükömer/Divitçioğlu, ces auteurs sont d'accord, d'une part, sur le fait que la bureaucratie étatique a freiné les dynamiques par en bas du capitalisme, notamment le développement de la bourgeoisie et par conséquent celui du prolétariat, et d'autre part que sur le fait que l'État turc est une bureaucratie patrimoniale centralisée empêchant la démocratie de se consolider. Dans cette optique, faire reculer le bloc au pouvoir composé de l'alliance des forces armées, de la haute bureaucratie et libérer la bourgeoisie industrielle du joug de la bureaucratie civile et militaire aurait été synonyme du renforcement des dynamiques de marché, de la société civile et de la démocratie.

L'autre approche met l'accent, à son tour, sur le retard de la Turquie dans la marche universelle du capitalisme et sur les questions sociales et politiques liées au sous-développement. Par exemple, le livre *Turquie et questions de socialisme* (Türkiye ve Sosyalizm Sorunları), rédigé par Behice Boran en 1970, après qu'elle ait été limogée de l'université et soit devenue leader du « *Parti ouvrier de Turquie* » (du Türkiye İşçi Partisi-TİP), constatait que les efforts de l'élite dirigeante pro-occidentale qui essayait de moderniser le pays par en haut ont souvent échoué en raison des spécificités de la structure sociale du pays. Ce constat se basait sur deux arguments: (1) les classes sociales qui devraient normalement soutenir la transformation capitaliste ne pouvaient pas suffisamment se développer en raison de la dépendance de l'économie (2) les grands propriétaires terriens qui augmentent leur pouvoir et renforcent l'ordre féodal n'ayant pas pu être totalement liquidés, faisaient obstacle à la transformation capitaliste en engendrant également une tendance réactionnaire dans la société ainsi qu'un lien parfois conflictuel avec l'élite dirigeante¹². Cette structure sociale est qualifiée de « duale »

par Cavit Orhan Tütengil, sociologue enseignant à la faculté d'économie de l'Université d'Istanbul qui sera assassiné en 1979 par les militants d'extrême droite. Tütengil se focalise dans ses travaux sur la question du sous-développement en le définissant comme « *un fait social engendré par des tensions, des crises et des conflits issus de la confrontation d'une dualité (ou d'une pluralité) de structures sociales dans une même société dont chacune s'appuie sur une vision du monde distincte, sur un système de valeurs à part et sur un système fermé* »¹³.

Mais à la différence des défenseurs de la première approche selon lesquels la bureaucratie étatique fait obstacle au progrès capitaliste et démocratique, selon les tenants de la deuxième approche, c'est parce que la bourgeoisie n'était pas assez forte pour assumer « la tâche de moderniser et d'industrialiser » le pays que la bureaucratie étatique s'y est substituée. Cela a eu pour conséquence une structure sociale spécifique, basée moins sur une logique de marché que sur une logique dirigiste.

Il faut également souligner que sous l'égide de la stratégie dirigiste d'industrialisation par substitution d'importations (ISI) des années 1960, émerge une bourgeoisie industrielle, dont les membres avaient toujours eu des liens forts avec la bureaucratie depuis la proclamation de la république en 1923, entraînant l'émergence d'une classe ouvrière embauchée majoritairement dans le secteur industriel et munie de droits sociaux et syndicaux, même si elle restait toujours minoritaire dans la population active. En 1980, 57 % de la population vivait dans des zones rurales et ne bénéficiait pas de protection sociale.

Il a fallu attendre le processus de néolibéralisation entamé à la suite du coup d'État militaire de 1980 pour que se transforme cette structure sociale devenue de plus en plus duale sous la domination de la bureaucratie civile et militaire, et qui produisait des inégalités entre la grande bourgeoisie industrielle et le patronat des PME, entre la population urbaine et la population rurale, entre les ouvriers industriels et les ouvriers agricoles, etc.

De la démocratisation à la « médiocratisation » : la justice de l'AKP

Le processus de néolibéralisation fut mis en place en Turquie, comme dans le Chili du Général Pinochet, parallèlement à un coup d'État militaire prenant comme prétexte de mettre fin aux instabilités politiques existant depuis le début des années 1970. Et ce processus se poursuivit, comme dans la Grande-Bretagne de Thatcher, par des attaques contre les syndicats ouvriers et contre les prestations sociales, accompagnées d'une lutte idéologique menée par les chroniqueurs libéraux qui occupèrent une place de plus en plus dominante dans les médias. Le résultat de ces attaques fut significatif : en prenant 1963 comme base 100 du salaire réel, celui-ci avait reculé en 1980 à 85.7 et en 1986 à 57.2¹⁴.

A la suite des décisions du 24 janvier 1980, l'abandon de la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations a eu deux conséquences majeures: d'abord, l'épanouissement des activités industrielles très demandeuses de main-d'œuvre, qui transforme la Turquie en un paradis de la main-d'œuvre bon marché ; puis, en raison de l'arrêt des subventions agricoles, une grande vague

migratoire vers les grandes villes, surtout vers Istanbul. Le taux de la population urbaine qui était de 43.7 % en 1980 passe à 53 % en 1985, à 59 % en 1990, à 64.9 % en 2000. Aujourd'hui, les trois quarts de la population vivent dans les grandes villes.

Les nouveaux prolétaires immigrés vers les grandes villes sans avoir de qualification professionnelle sont introduits en général sur le marché du travail à travers les secteurs d'activité à forte intensité de main d'œuvre. Autrement dit, cette dynamique de prolétarisation massive est survenue dans des conditions de précarité caractérisée par des niveaux de salaires faibles, ainsi que par le manque de protection sociale, en engendrant le développement du secteur informel au détriment de l'emploi formel. Dans leur travail datant de 2007, qui s'inspire de la théorie de segmentation du marché du travail¹⁵, Michael J. Piore et Sean Safford ont souligné comment le fonctionnement du second segment du marché du travail renforce la dynamique de « ghettoïsation » identitaire du monde du travail. Alejandro Portes et Kelly Hoffman ont montré ses conséquences politiques à travers les cas des pays d'Amérique latine en soulignant le fait que la polarisation de classe provenant de l'expansion du second segment du marché du travail et de l'émergence du prolétariat informel ne renforce guère les partis ouvriers et les organisations de classe, mais plutôt les partis politiques populistes qui cherchent à s'appuyer sur des alliances multi-classes.¹⁶

En fait, ces deux dynamiques, à savoir la ghettoïsation identitaire et la montée du populisme politique, qui s'alimentent l'une l'autre, furent observées pour la première fois dans le cas de la Turquie par Korkut Boratav, lors de son enquête sur les profils de classes au tournant des années 90¹⁷. Il constate qu'à Istanbul, le vote

des cols bleus originaires de province se partage entre deux partis : le Refah Partisi (Parti de la prospérité, dont l'un des membres éminents était R. Tayyip Erdoğan), parti islamiste qui promettait aux classes populaires d'établir un « ordre juste », et le DSP (Demokratik Sol Parti/Parti démocratique de la gauche de Bülent Ecevit) qui est le successeur de la ligne de gauche populiste et nationaliste apparue dans les années 1970. A la différence de ces deux partis qui avaient le soutien presque total des classes populaires dépendantes du second segment du marché du travail, les salarié·e·s qualifié·e·s et protégé·e·s avaient voté majoritairement pour le SHP (Sosyal Demokrat Halkçı Parti / Parti Social-démocrate Populaire) qui était un parti de gauche affilié à l'Internationale socialiste. Après la dissolution du DSP et la scission du Refah Partisi, l'AKP (Parti de la justice et du développement) de R. Tayyip Erdoğan a su gagner le soutien de la majorité turco-sunnite des classes populaires et cette catégorie sociale représente toujours le socle du vote AKP.

L'autre composante de l'alliance multi-classes créée autour de l'AKP fut la « bourgeoisie islamique » qui intégrera peu à peu le patronat des PME¹⁸. Le développement des PME avait été limité jusqu'au début du processus de néolibéralisation par la structure monopolistique et oligopolistique des marchés dominés par les conglomérats publics et privés depuis la mise en place de la stratégie d'ISI. C'est pourquoi l'AKP a façonné un discours s'adressant aux classes populaires, ainsi qu'au patronat des PME qui n'avait pas hésité à s'engager dans la transformation néolibérale pour se débarrasser des contraintes auxquelles il faisait face depuis les années 1960.

Plus précisément, les fractions de classe qui se retrouvaient défavorisées à la suite du régime d'accumulation de capital basée sur l'ISI se sont réunies autour de l'AKP qui leur avait promis ascension sociale et pouvoir. Cette alliance multi-classes correspondait apparemment au regroupement des forces périphériques censées être sous la domination de la bureaucratie civile et militaire jusque-là, et au début des années 2000 le discours fédérateur de cette alliance fut la démocratisation de la société. Ce discours aurait trouvé également un écho même auprès des membres de la grande bourgeoisie et des institutions multinationales. Mais comme le déroulement des faits le montre, le discours de démocratisation a ouvert la voie à un processus de « médiocratisation »¹⁹, et le désir de supprimer la structure duale de la société a conduit à un clientélisme agressif, préparant la dérive autoritaire.

En guise de conclusion : l'esprit de conquête, la dérive autoritaire et le néolibéralisme

La dérive autoritaire que connaît la Turquie aujourd'hui pourrait être comprise comme un effet du chevauchement de facteurs génériques qui pourraient être pareillement observés dans différents pays du monde ayant atteint le même niveau d'industrialisation, avec des facteurs plus spécifiques qui sont les résultats des luttes historico-politiques propres à la Turquie.

En ce qui concerne les facteurs génériques, il faut souligner tout d'abord les caractéristiques de la structure sociale du pays qu'on a mentionnées dans ses grandes lignes ci-dessus. La fluidité sociale en Turquie, à l'inverse des attentes, n'a pas pu diminuer la dualité de

la structure sociale. Au contraire, durant la période qui suit les années 80, où on assiste à une vague migratoire inédite vers les grandes villes, les inégalités entre zones urbaines et rurales et les différences culturelles liées à celles-ci se sont étendues à l'espace urbain en se traduisant par une segmentation du marché du travail et par conséquent une « ghettoïsation » non seulement du monde salarial, mais aussi du monde patronal. Les nouveaux·elles venu·e·s des grandes villes, si on se réfère aux concepts de Robert Castel, dépourvus de propriété privée autant que de propriété sociale, pour ne pas tomber dans la zone de désaffiliation, se raccrochent à la « propriété identitaire » qui leur permet d'accéder au travail, au logement et à l'assistance en instaurant des relations de confiance. La fonctionnalité de la « propriété identitaire » au sein du patronat des PME qui est majoritairement faible en termes d'innovation et d'application de la R&D, en matière de développement de produits, et donc à la recherche d'une force de travail sans qualification et bon marché ainsi que de débouchés à travers des réseaux interpersonnels et clientélistes, est confirmée par maintes recherches empiriques.

Quant aux facteurs spécifiques, le succès de l'AKP et de son leader R. Tayyip Erdoğan dans les luttes symboliques pour revitaliser « l'esprit de conquête » fut primordial. Les catégories sociales qui, tout au long du régime d'accumulation basé sur l'ISI, étaient dans une position défavorisée comme le patronat des PME, les petit·e·s commerçant·e·s et les prolétaires issu·e·s de l'exode rural récent sont devenues soudainement les tenant·e·s des réformes néolibérales visant les institutions keynésiennes. D'ailleurs, les désirs d'ascension sociale et les désirs de consommation comme signe de statut social

étaient autant excités par le discours néolibéral que par la tendance à concurrencer les agents ayant bénéficié des instruments de l'État social pendant la période de l'ISI. Ils ont été facilement assimilés par le discours de « conquête » intrinsèque à l'idéologie islamiste.

En fait, le concept de conquête se substituant au concept de « djihad », a toujours eu un poids majeur dans l'idéologie turco-islamique. En se référant directement à la prise de Constantinople par les Turcs, ce concept évoque intrinsèquement toutes sortes de politiques menées en Anatolie aux fins de « la turquification du capital ». Suat Çetinoğlu souligne l'existence d'une continuité entre la dernière période de l'Empire ottoman et la République de Turquie, à l'égard des politiques d'appropriation des possessions des non-Turcs.²⁰ Le discours de conquête, revitalisé par des islamistes notamment après les années 90, constitue, d'une part, un effort pour créer une historiographie distincte de l'historiographie kémaliste, laquelle était adoptée par la haute bureaucratie civile et militaire entre 1960 et 1980, et un outil idéologique qui sert aux couches sociales ayant un désir d'ascension sociale dans le contexte néolibéral comme « légitimateur » de leurs actions. Pour mener à bien cet objectif, il fallait que les classes moyennes laïques vivant en milieu urbain depuis plus d'une génération deviennent l'« autre ». La substitution de la « sunnification » à la « turquification » comme cible de la conquête a offert la possibilité de le faire²¹.

La dérive autoritaire en Turquie n'est pas autre chose qu'une phase de ce processus de « conquête », déclenché par la dynamique de néolibéralisation et légitimé par le discours de « sunnification », qui ne peut plus évoluer dans des voies démocratiques face aux changements de conjoncture politique et économique autant sur le

plan national qu'international après les années 2007-2008, quand a éclaté la crise économique mondiale. Le glissement progressif vers l'autoritarisme en Turquie a gagné en profondeur après qu'au printemps arabe a succédé un hiver djihadiste, puis l'émergence du trumpisme en Occident. Son avenir sera donc lié d'une part, à l'évolution de la crise globale économique et politique liée au capitalisme néolibéral, et de l'autre, à l'habileté d'Erdoğan à faire durer la conquête sociale dont la dynamique, comme les résultats du référendum constitutionnel du 16 avril 2017 le signale, semble avoir perdu de la puissance.

1 Mardin, Ş. (1973). Center-Periphery Relations: A Key to Turkish Politics? *Daedalus*, 102(1), 169–190.

2 Küçükömer, İ. (1969). *Düzenin Yabancılaşması*. İstanbul: Ant Yayınları

3 L'émergence du mouvement Gülen remonte à la guerre froide où l'islamisme fut toléré, voire soutenu, par des représentants du monde capitaliste pour contrer la menace soviétique. Fondateur du mouvement, le prédicateur musulman Fetullah Gülen fut l'un des dirigeants de l'Association pour la lutte contre le communisme. Après la chute du mur de Berlin, Gülen a concentré son action sur l'éducation et l'émergence d'une contre-élite apparemment apolitique, ayant vocation à devenir entrepreneur ou cadre dans la fonction publique (surtout dans l'armée, la police, le système judiciaire ou l'éducation). Le mouvement Gülen a ainsi acquis une puissance dans l'État qui lui permet de faire alliance avec l'AKP dès 2002, alliance qui a duré jusqu'au referendum de 2010.

4 Un parallèle peut être établi avec Adnan Menderes qui avait caractérisé son parti pendant les années 1950 comme le « parti du peuple » par opposition au « parti de la bureaucratie »

5 En 1927, la force de travail industriel ne constituait que 0,02 % de la population totale en Turquie. 81% de la force de travail étaient employés dans l'agriculture et la part de cette dernière n'a pu être diminuée qu'à 78% en 1951. (Voir, Yavuz, E. (1998). Sanayideki İşgücünün Durumu, 1923-40. In D. Quataert & E. J. Zürcher (Eds.), *Osmanlı'dan Cumhuriyet Türkiye'sine işçiler-1839-1950* (pp. 155–196). İstanbul: İletişim Yayınları.

6 Boran, B. (1945). *Toplumsal Yapı Araştırmaları, İki Köy Çeşidinin Mukayeseli Tetkiki*. Ankara: Türk Tarih Kurumu Basımevi.

7 Les résultats de ces recherches ont été publiés dans un ouvrage paru deux ans avant le décès de la sociologue. Voir Kıray, M. (2005) *Tüketim Normları Üzerine Karşılaştırmalı Bir Araştırma*. İstanbul : Bağlam Yayıncılık.

8 La notion de “lutttes de classement” est utilisée par Robert Castel dans *Les métamorphoses de la question sociale* (1995) pour définir un type de conflictualité propre aux sociétés salariales d'après-guerre dans lesquelles les individus majoritairement salariés entrent systématiquement en concurrence entre eux pour parvenir aux positions “supérieures” dans la hiérarchie sociale. À cette définition on peut aussi ajouter, avec Pierre Bourdieu (*Classement, déclassement, reclassement*, 1978), que ce type de lutte contient également une dimension symbolique selon laquelle se détermine le classement des positions sociales dans une société donnée. Dans les pays tardivement industrialisés comme la Turquie où la lutte des classes sociales était historiquement très faible, le processus de modernisation est fréquemment accompagné par des lutttes de classement sur le plan à la fois matériel et symbolique au travers desquelles se concurrencent parfois les individus, mais aussi les groupes culturels pour atteindre et pour définir les positions de domination

9 Kurtkan, A. (1960). Türkiye'de İçtimai Sınıflar. *Sosyoloji Konferansları*, (1), 62–80.

[10](#) Voir, Seekings, J. (2010). Welfare Regimes and Redistribution in the South. In *Divide and Deal: The Politics of Distribution in Democracies* (pp. 19–42). New York: New York University Press.

[11](#) Parla, T. (1998). Mercantile Militarism in Turkey, 1960-1998. *New Perspectives on Turkey*, 19, 29–52.

[12](#) Boran, B. (1970) *Türkiye ve Sosyalizm Sorunları*. İstanbul: Tekin Yayınları, p. 25.

[13](#) Tütengil, C. O. (1970). *Az Gelişmenin Sosyolojisi*. İstanbul: İstanbul Üniversitesi İktisat Fakültesi. p. 171

[14](#) Çetik, M, & Akkaya, Y. (1999) *1990'lı yıllarda Türkiye'de Endüstri İlişkileri – Araştırma Raporu*, İstanbul: Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, p. 58.

[15](#) Selon cette théorie, le marché du travail est divisé en deux segments entre lesquels la mobilité des travailleurs est très réduite. Au sein du segment primaire, les salaires sont élevés et la sécurité d'emploi est relativement forte tandis que le segment secondaire est caractérisé par la facilité d'introduction, les salaires faibles, la précarité des conditions de travail et le risque de chômage. Voir, Doeringer P., Piore M. (1971) *Internal Labour Markets and Manpower Analysis*, Lexington

[16](#) Portes, A., & Hoffman, K. (2003). Latin American Class Structures: Their Composition and Change during the Neoliberal Era. *Latin American Research Review*, 38(1), pp. 75-76.

[17](#) Boratav, K. (1995). *İstanbul ve Anadolu'dan Sınıf Profilleri*. İstanbul: Tarih Vakfı Yurt Yayınları.

18 Pour une analyse détaillée : Voir, Yankaya, D. (2013). *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*. Paris: Presses universitaires de France.

19 La médiocratisation pourrait être définie comme une recherche de justice – ou comme un antidote- contre les inégalités de la disposition méritocratique. Plus précisément, en tant que tendance des élites d'après-guerre basant leur légitimité sur leurs compétences et leurs connaissances, la méritocratie est apparue comme une disposition de justice sociale fondée sur le succès scolaire. Mais de fait, pour la majorité des individus, l'école n'a jamais été un sanctuaire de l'égalité des chances. De plus, comme François Dubet le souligne, "quand on n'a pas été méritant à l'école, on a quasiment tout raté". La médiocratie est donc développée et soutenue dans une économie de marché par ceux et celles qui trouvent injustes les inégalités causées par le diplôme et par conséquent les positions supérieures occupées par des élites cultivées. Mais cette conception de la justice n'est pas attaché à un idéal égalitaire et elle n'aboutit qu'à modifier les critères de l' « inégalité juste ».

20 Çetinoğlu, S. (2009) Sermayenin "Türk"leştirilmesi, in F. Başkaya (Ed.) *Resmi Tarih Tartışmaları 2* (pp. 79-152) İstanbul: Özgür Üniversite Kitaplığı

21 Force est de constater que le discours de « turquification » n'a jamais été totalement isolé d'une certaine religiosité. De la même façon, le discours de « sunnification » inclut toujours une certaine « turcicité ». Mais il est quand même évident que ces deux discours se distinguent l'un de l'autre par les proportions des éléments combinés dans la formule de l'identité nationale. Plus précisément, il existe une distinction évidente entre les réponses que chacun apporte à la question de l'élément principal de l'identité nationale.